



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet MAZOUT LÉGER MARINE	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60HL-120015/A	Date 2012-05-18
Client Reference No. - N° de référence du client E60HL-120015	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HL-601-60502	
File No. - N° de dossier hl601.E60HL-120015	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-07-03	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lemieux, Johanna	Buyer Id - Id de l'acheteur hl601
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-0177 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Tel que décrits sous «Détails de l'article»	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Fuel & Construction Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7A2, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Destination Code - Code destinataire	Destination Address - Adresse de la destination	Invoice Code - Code bur.-comptable	Invoice Address - Adresse de facturation
D - 1	Tel que décrits sous «Détails de l'article»	F2596	DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS 520 EXMOUTH ST SARNIA Ontario N7T8B1 Canada
D - 2	Tel que décrits sous «Détails de l'article»	F2596	DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS 520 EXMOUTH ST SARNIA Ontario N7T8B1 Canada
D - 3	As indicated in the Line Item Detail	F2596	DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS 520 EXMOUTH ST SARNIA Ontario N7T8B1 Canada

Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM Destination	Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
1	Mazout léger marine livré au navire Sir Wilfred Laurier de la Garde côtière canadienne, par l'intermédiaire de navire à navire, à Fairway Buoy à Tuktoyaktuk, (Territoires du Nord-Ouest). • Si la température et les conditions de mer causent de délais significatifs, livraison à Summer Harbour pourrait être acceptée.	D - 2	F2596	250000	litres	\$	XXXXXXXXXXXX	See Herein	
2	Mazout léger marine livré aux brise-glaces de la Garde côtière canadienne par l'intermédiaire de navire à navire, à Nanisivik (Nunavut) ou à tout autre endroit mutuellement acceptable dans l'Est de l'Arctique canadien (Lancaster Sound).	D - 1	F2596	250000	litres	\$	XXXXXXXXXXXX	See Herein	

Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM Destination	Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
3	Mazout léger marine livré au navire Louis S. St-Laurent de la Garde Côtière canadienne par l'intermédiaire de navire à navire dans la région de Kugluktuk (Nunavut).	D - 3	F2596	1000000	litres	\$	XXXXXXXXXXXX	See Herein	
4	Mazout léger marine livré par oléoduc au navire Sir Wilfred Laurier de la Garde côtière canadienne à Dutch Harbor (Alaska). • Price to include cargo rates.	D - 3	F2596	200000	litres	\$	XXXXXXXXXXXX	See Herein	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Office des normes générales du Canada - normes
3. Présentation des soumissions
4. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions
5. Demandes de renseignements en période de soumission
6. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Préavis pour les livraisons
7. Remplissage du brise-glace de la Garde côtière canadienne
8. Délai de staries pour les transferts navire à navire
9. Prévention de la pollution des eaux arctiques
10. Paiement
11. Instructions relative à la facturation
12. Assurances
13. Attestations
14. Lois applicables
15. Ordre de priorité des documents
16. Instructions d'expédition - livraison à destination

Liste des annexes:

Annexe "A" Caractéristiques environnementales

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

Cette exigence de la Garde côtière canadienne est pour la fourniture d'une quantité potentielle totale de 13,350,000 litres de Mazout léger marine comme suit: une quantité ferme totale de 3,950,000 litres et une quantité totale optionnelle de 500,000 litres pour la première année et les mêmes quantités fermes et optionnelles estimées pour chacune des deux périodes d'approvisionnement optionnelles d'un an.

Le produit est requis à plusieurs endroits dans l'Arctique comme suit:

Article 1- Une quantité ferme de 250,000 litres par an, et une quantité additionnelle optionnelle de jusqu'à 100,000 litres par an. Le Mazout doit être livré au navire Sir Wilfred Laurier de la Garde côtière canadienne, par l'intermédiaire de navire à navire, à Fairway Buoy à Tuktoyaktuk, (Territoires du Nord-Ouest).

La date de livraison prévue est le 30 juillet 2012 (période d'approvisionnement I).

Article 2- Une quantité ferme de 2,500,000 litres par an, aux brise-glaces de la Garde côtière canadienne par l'intermédiaire de navire à navire, à Nanisivik (Nunavut) ou à tout autre endroit mutuellement acceptable dans l'Est de l'Arctique canadien (Lancaster Sound).

La période de livraison prévue est du 3 septembre au 7 septembre 2012 (période d'approvisionnement I).

Article 3- Une quantité ferme de 1,000,000 litres par an, livré au navire Louis S. St-Laurent de la Garde Côtière canadienne par l'intermédiaire de navire à navire dans la région de Kugluktuk (Nunavut).

La date de livraison prévue est le 9 septembre 2012 (période d'approvisionnement I).

Article 4- Une quantité ferme de 200,000 litres par an, et une quantité additionnelle optionnelle de jusqu'à 400,000 litres par an. Le Mazout doit être livré par oléoduc au navire Sir Wilfred Laurier de la Garde côtière canadienne à Dutch Harbor (Alaska).

La date de livraison prévue est le 8 octobre 2012 (période d'approvisionnement I).

Les dates de livraison pour tous les articles sont à être confirmées par la Garde côtière canadienne.

2.1 Livraison offert

Bien que la livraison soit demandée tel qu'indiqué ci-dessus, la meilleure date de livraison qui peut être offerte est comme suit:

Article 1 complété avant le _____.

Article 2 complété avant le _____.

Article 3 complété avant le _____.

Article 4 complété avant le _____.

2.2 Règlement sur le soufre dans le carburant diesel

Environnement Canada a développé une modification proposée au présent Règlement sur le soufre dans le carburant diesel, avec une date de publication prévue avant le 1^{er} juin 2012. Cette modification rapporte aux navires de la catégorie 3 seulement, et supprime la limite maximale de soufre de 15 ppm pour l'importation, la production et les ventes du carburant diesel marin (pour les navires de la catégorie 3 seulement) jusqu'au 1^{er} juin 2014, lorsque la limite maximale de soufre de 1000ppm prendra effet pour l'importation, la production et les ventes du carburant diesel marin pour les navires de la catégorie 3.

Il est donc exigé que le carburant fourni pour les exigences énumérées aux Détails de l'article ait une teneur minimale en soufre de 500ppm* pour la durée entière du contrat (incluant les options), ce qui est en conformité avec la modification proposée au Règlement sur le soufre dans le carburant diesel.

*Si aucune soumission n'est présentée concernant le produit demandé, le Canada, à sa discrétion, pourrait accepter des soumissions faisant état de mazout léger marine avec une teneur en soufre plus basse.

2.3 Exigence d'onctuosité

Le mazout léger marine doit avoir une marque d'usure ayant un diamètre égal ou inférieur à 460 µm à 60°C (Articles 1, 2, 3 et 4).

2.4 Ententes sur les revendications territoriales globales

Les Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) suivantes s'appliquent:

Convention définitive des Inuvialuit (CDI) pour livraisons* à Tuktoyaktuk (Territoires du Nord-Ouest). Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans l'Article 16.(8) des clauses de la Convention définitive des Inuvialuit (CDI).

Entente sur les revendications territoriales des Inuit du Nunavut (ERTIN) pour livraisons* à Nanisivik et Kugluktuk (Nunavut). Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la section 24 des clauses de l'ERTIN.

*où « Livraisons à » s'entend des « biens livrés à, et des services rendus dans ».

2.5 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2012-03-12) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit:

Supprimer: soixante (60) jours

Insérer: quatre-vingt-dix (90) jours

2. Office des normes générales du Canada - normes

Un exemplaire de la norme CGSB 3.11-2010 (dernière édition), dont il est question dans la demande de soumissions, est disponible et peut être acheté auprès du:

Centre des ventes de l'Office des normes générales du Canada
Place du Portage III, 6B1
11, rue Laurier
Gatineau (Québec)
Téléphone: (819) 956-0425 ou 1-800-665-CGSB (Canada seulement)
Télécopieur: (819) 956-5740
Courriel: ncr.cgsb-ongc@tpsgc.gc.ca

Site Web de l'ONGC: <http://www.tpsgc.gc.ca/cgsb/home/index-f.html>

3. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

4. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard **dix (10)** jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

5. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **dix (10)** jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

6. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en **ontario**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit:

- Section I: Soumission technique (1 copie papier)
- Section II: Soumission financière (1 copie papier)
- Section III: Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30% de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I: Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux. Le soumissionnaire doit aussi fournir les éléments suivants:

a. Délai de livraison

Un délai de _____ jours ouvrable sera requis.

b. Point de livraison (Article 2 seulement)

Dans sa proposition, le soumissionnaire doit sélectionner l'un des points de livraison suivants pour l'article 2:

(i) Nanisivik (Nunavut) _____

OU

(ii) À un autre endroit dans l'Est de l'Arctique canadien (Lancaster Sound), sujet à l'acceptation par la Garde côtière canadienne _____.

c. Caractéristiques environnementales

Le soumissionnaire doit compléter et soumettre l'Annexe "A" Caractéristiques environnementales avec leur soumission.

d. Origine du pétrole brut, nom de la raffinerie et localité

Origine du brut: _____

Nom de la raffinerie: _____

Localité: _____

e. Prévention de la pollution des eaux arctiques

Le soumissionnaire doit démontrer leur conformité à l'ensemble des lois du Canada et des conventions internationales conformément à l'article 9 de la Partie 6 - Clauses de contract subséquent.

f. Produit alternatif

i) Si aucune soumission n'est présentée concernant le «**Mazout léger marine (Type 15, conforme à la norme CGSB-3.11-2010 (dernière édition)), avec une teneur minimale en soufre de 500ppm**», le Canada, à sa discrétion, pourrait accepter des soumissions faisant état de mazout léger marine avec une teneur en soufre plus basse.

Le produit alternatif ne sera acheté que si aucune soumission n'est reçue pour le produit demandé.

Le soumissionnaire inclura le produit alternatif à fournir ainsi que le prix unitaire à Détails de l'article, s'il y a lieu.

Section II: Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), la taxe territoriale sur les carburants, et la taxe d'accise fédérale s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

a. Prix unitaires

Les prix unitaires fermes doivent être indiqués en dollars canadiens par litre pour le carburant et doivent comporter au plus quatre décimales.

Tous les frais de livraison applicables doivent être inclus dans les prix unitaires fermes par litres.

b. Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

c. Rajustements de prix unitaires

I. Les prix unitaires fermes figurant aux détails de l'article seront rajustés à la hausse ou à la baisse, tel que détaillé à la Base de paiement.

II. Prix de référence

Dans leur soumission, le soumissionnaire doit proposer leur prix unitaire par litre en utilisant le Prix de référence suivant pour le 11 mai 2012, exprimé en dollars canadiens par litre:

Les valeurs à la date "A", "Oil Buyer's Guide (OBG)":

<u>Article 4</u>	<u>CENTRE DÉSIGNÉ:</u>	Vancouver, Colombie-Britannique
	PRODUIT	VALEUR
	ULS Diesel	\$0.9135
<u>Articles 2 et 3</u>	<u>CENTRE DÉSIGNÉ:</u>	Edmonton, Alberta
	PRODUIT	VALEUR
	ULS Diesel	\$0.8270
<u>Article 4</u>	<u>CENTRE DÉSIGNÉ:</u>	Montréal, Québec*
	PRODUIT	VALEUR
	ULS Diesel	\$0.8560

***Pour assurer l'équité à tous les fournisseurs, la redevance du Fond Vert et la quote-part de l'Agence de l'efficacité énergétique (l'AEE) du gouvernement du Québec qui seront ajoutées aux prix publiés d'Ultramar doivent être clairement identifiées.**

Le montant qui sera ajouté au prix affiché d'Ultramar sur la publication "OBG" de Montréal pour couvrir la redevance du Fond Vert et la quote-part de l'AEE, sera de 0,0119\$, pour le ULS Diesel.

d. Surestaries (Article 2 seulement)

Des surestaries s'appliqueront lorsque le temps de planche excédera les délais impartis. Le taux des surestaries sera de _____ \$CAN par jour, au prorata (A être précisé par le soumissionnaire).

e. Paiement des factures par carte de crédit

Le Canada demande que les soumissionnaires complètent l'une des suivantes:

() les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des factures.

Les cartes suivantes sont acceptées:

() VISA
() MasterCard

OU

() les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des factures.

Le soumissionnaire n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

f. Paiement de factures par virement bancaire (À être complété par le soumissionnaire)

Le soumissionnaire demande que le paiement des factures par la Garde côtière canadienne soit fait par virement bancaire:

OUI _____

NON _____

g. Capacité financière

LA MODALITÉ SUIVANTE EST INCORPORÉE AUX PRÉSENTES

Référence des CCUA	Titre	Date
A9033T	Capacité financière	2011-05-16

Section III: Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers mentionnés ci-bas.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

Le soumissionnaire doit fournir toutes informations techniques requises dans la demande de soumissions pour permettre une évaluation complète.

1.1.1 Exigences techniques obligatoires

Les biens offerts doivent être conformes à tous les aspects des caractéristiques et normes exposées dans le présent document.

Les exigences techniques **obligatoires** pour l'évaluation de chaque soumission sont:

- (a) Conformité technique avec les spécifications du produit (description aux pages 3 et 4 - détails de l'article);
- (b) Acceptation des modalités établies dans la demande de soumission.

Les soumissions qui ne satisfont pas aux critères techniques obligatoires seront déclarées non-recevables.

1.1.2 Produit alternatif

i) Si aucune soumission recevable n'est présentée concernant le «**Mazout léger marine (Type 15, conforme à la norme CGSB-3.11-2010 (dernière édition)), avec une teneur minimale en soufre de 500ppm**», le Canada, à sa discrétion, pourrait accepter des soumissions faisant état de mazout léger marine avec une teneur en soufre plus basse.

Un point de trouble alternatif ne sera acheté que si aucune soumission recevable n'est reçue pour le produit demandé.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, la taxe territoriale sur les carburants et la taxe d'accise fédérale, selon les Incoterms 2000 rendu droits acquittés (DDP) à la destination spécifiée aux détails de l'article.

Le prix évalué sera déterminé par le prix unitaire pour chaque article. Les frais de livraison et les droits de douane canadiens doivent être inclus.

1.2.2 Les exigences financières **obligatoires** pour l'évaluation de chaque soumission est:

- (a) Conformité à la Base de paiement.
- (b) Capacité financière -comme spécifié dans la partie 3

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60HL-120015/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hl601

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E60HL-120015

File No. - N° du dossier

hl601E60HL-120015

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Les soumissions qui ne satisfont pas aux critères financiers obligatoires seront déclarées non-recevables.

2. Méthode de sélection

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires pour être déclarée recevable. La recommandation pour l'attribution d'un contrat se fera en fonction de la soumission recevable la plus basse par article.

Le délai de livraison ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation.

Plus qu'un contrat pourrait être attribué suite à cette demande de soumissions.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1.1 Programme de contrats fédéraux - attestation

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'attribution du contrat.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'État* pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si le soumissionnaire n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDC. Le formulaire est accessible sur le site Web de Service Canada, à l'adresse suivante:

<http://www1.servicecanada.gc.ca/cgi-bin/search/eforms/index.cgi?app=profile&form=lab1168&dept=sc&lang=f>

3. Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF:

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise:

- a) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch.44;
- c) () est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de plus de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- d) () est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro: _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC, à l'adresse suivante: <http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/egalite/pcf/index.shtml>

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits sous « Détails de l'article ».

2.1 Quantité minimum/maximum

Une livraison minimum de 98 p. 100 ou maximum de 102 p. 100 de la quantité totale pour chaque article identifié aux détails de l'article est acceptable pour répondre à ce besoin.

2.2 Quantité optionnelle

L'entrepreneur accorde au Canada les options irrévocables d'acquérir les quantités optionnelles qui sont décrits ci-dessous selon les mêmes conditions et aux prix et (ou) aux taux établis dans le contrat. Ces options ne peuvent être exercées que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer les quantités optionnelles en totalité ou en partie lorsque la quantité ferme est commandée ou à temps pour être livrée avec les quantités fermes correspondantes en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

i) Quantité de jusqu'à 100,000 litres pour chaque période d'approvisionnement d'un an au Sir Wilfrid Laurier (Article 1)

ii) Quantité de jusqu'à 400,000 litres pour chaque période d'approvisionnement d'un an au Sir Wilfrid Laurier (Article 4)

Canada n'est pas obligé de commander les quantités optionnelles.

2.3 Origine du pétrole brut, nom de la raffinerie et localité

Origine du brut: _____

Nom de la raffinerie: _____

Localité: _____

2.4 Norme du Produit

Le produit livré par l'entrepreneur doit être conforme à la norme de l'Office des normes générales du Canada (ONGC) CGSB-3.11-2010 (dernière édition), Type 15, sauf Point d'écoulement max. -15°C, Point de trouble max. -9°C, et Viscosité cinématique à -40°C, min. 2.5 mm²/s et max. 4.2 mm²/s.

2.5 Vérification à la livraison

L'entrepreneur présentera soit des tickets de compteur volumétrique, soit des bons de livraison ordinaire, selon le cas.

2.6 Volume corrigé à 15°C

Lorsque les combustibles marins sont livrés en vrac, la quantité utilisée pour la facturation doit être réajustée à 15°C conformément à la norme ASTM D1250 "Petroleum Measurement Tables: Table 54B" (dernière édition).

2.7 Inspection

Le destinataire doit inspecter les produits pétroliers fournis à la Garde côtière canadienne au point de destination.

2.8 Acceptation

Les biens fournis doivent être soumis à l'acceptation par le destinataire de la Garde côtière canadienne au point de destination.

2.9 Règlement sur le soufre dans le carburant diesel

Environnement Canada a développé une modification proposée au présent Règlement sur le soufre dans le carburant diesel, avec une date de publication prévue avant le 1^{er} juin 2012. Cette modification rapporte aux navires de la catégorie 3 seulement, et supprime la limite maximale de soufre de 15 ppm pour l'importation, la production et les ventes du carburant diesel marin (pour les navires de la catégorie 3 seulement) jusqu'au 1^{er} juin 2014, lorsque la limite maximale de soufre de 1000ppm prendra effet pour l'importation, la production et les ventes du carburant diesel marin pour les navires de la catégorie 3.

Il est donc exigé que le carburant fourni pour les exigences énumérées aux Détails de l'article ait une teneur minimale en soufre de 500ppm* pour la durée entière du contrat (incluant les options), ce qui est en conformité avec la modification proposée au Règlement sur le soufre dans le carburant diesel.

*Si aucune soumission n'est présentée concernant le produit demandé, le Canada, à sa discrétion, pourrait accepter des soumissions faisant état de mazout léger marine avec une teneur en soufre plus basse.

2.10 Exigence d'ontuosité

Le mazout léger marine doit avoir une marque d'usure ayant un diamètre égal ou inférieur à 460µm à 60°C (Articles 1, 2, 3 et 4).

Si des additifs sont inclus dans le carburant fournis, l'Autorité contractante doit être avisée.

L'entrepreneur doit fournir une documentation complète de tous les paramètres spécifiés de l'Office des normes générales du Canada bien à l'avance du livraison de carburant.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010A (2012-03-02), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 16, Intérêt sur les comptes en souffrance de 2010A (2012-03-02) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit (*Si aucune carte n'est acceptée, cette paragraphe sera supprimée*).

3.2 Clauses du guide des CUA

LES MODALITÉS SUIVANTES SONT INCORPORÉES AUX PRÉSENTES

Référence de CUA	Titre	Date
D3015C	Marchandises dangereuses/produits dangereux	2007-11-30
B1505C	Transport des matières dangereuses	2006-06-16

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

Les travaux doivent être réalisés durant la période du 1 juin 2012 au 31 mai 2013.

4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada deux options irrévocables de prolonger la durée du contrat par une période d'approvisionnement d'un an, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer ces options à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins **trente (30)** jours civils avant la date d'expiration du contrat. Ces options ne peuvent être exercées que par l'autorité contractante et seront confirmées, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

Lorsque chacune des périodes d'approvisionnement optionnelles d'un an sont exercés, Canada confirmera la quantité ferme de mazout marine requis par la Garde côtière canadienne.

4.3 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus:

1- Le 30 juillet 2012 au navire Sir Wilfred Laurier de la GCC (Article 1)

L'entrepreneur doit contacter ROC/Sarnia au (519) 383-1814 au moins 2 semaines avant l'avitaillement des navires de la GCC à Tuktoyaktuk (T.N.-O.) pour confirmer la date de livraison.

2- Durant la période du 3 septembre au 7 septembre 2012 aux brise-glaces de la GCC (Article 2)

L'entrepreneur doit prévoir au moins cinq (5) jours consécutifs pour compléter le transfert de carburant.

L'entrepreneur doit contacter ROC/Sarnia au (519) 383-1814 pour confirmer la date rendez-vous date au moins 2 semaines à l'avance, puis 1 semaine, puis 24 heures.

3- Le 9 septembre 2012 au navire Louis S. St-Laurent de la GCC (Article 3)

L'entrepreneur doit contacter ROC/Sarnia au (519) 383-1814 au moins 2 semaines avant l'avitaillement des navires de la GCC à Kugluktuk (NU) pour confirmer la date de livraison.

4- Le 8 octobre 2012 au navire Sir Wilfred Laurier de la GCC (Article 4)

Le capitaine du navire Sir Wilfred Laurier de la GCC prendra contact avec le fournisseur lors du passage du point de démarcation (frontière maritime américaine) afin de donner le temps d'arrivée estimé.

Les dates de livraison pour tous les articles sont à être confirmées par la Garde côtière canadienne.

5. Responsables**5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est:

Johanna Lemieux

Spécialiste en approvisionnements

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers

Division des produits de construction et pétroliers - Division HL

Place du Portage III, 7A2

11 rue Laurier

Gatineau, Québec K1A 0S5

Téléphone: (819) 956-0177

Télécopieur: (819) 956-5227

Courriel: johanna.lemieux@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est:

À ÊTRE FOURNI

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom: _____

No de téléphone: _____

No de télécopieur: _____

Courriel: _____

6. Préavis pour les livraisons (Article 2 seulement)

Moyennant un préavis de 72 heures suivi d'avis de confirmation de 48 et de 24 heures pour les livraisons navire à navire dans l'Est de l'Arctique canadien, l'entrepreneur accepte de fournir, de livrer et de vendre à Canada, pendant la durée du contrat et conformément aux conditions de celui-ci, le produit pétrolier précisé à l'article 2.

7. Remplissage du brise-glace de la GCC (Article 2 seulement)

(DDP Nanisivik, Nunavut, ou tout autre port acceptable)

1. Si, moyennant avis de 72 heures avant l'heure d'arrivée prévue, suivi d'avis de confirmation de 48 et de 24 heures, par la Garde côtière canadienne, on procède ou on devra procéder au remplissage d'un autre navire, le brise-glace de la GCC devra attendre son tour.

2. Une fois que le remplissage du brise-glace de la GCC a commencé, les opérations doivent se poursuivre sans interruption, de jour ou de nuit et quel que soit le jour de la semaine, jusqu'à ce que le remplissage soit terminé et que tout ait été inspecté comme il se doit.

8. Délai de staries pour les transferts navire-navire (Article 2 seulement)

Le délai de staries prévu représente le temps alloué au déchargement de la cargaison. Tout retard causé par la glace, la température ou tout autre facteur hors du contrôle du gouvernement du Canada ne sera pas considéré comme du délai de staries. Le délai total accordé aux opérations de transfert navire à navire est de 5 jours consécutifs.

Des surestaries s'appliqueront lorsque le temps de planche excédera les délais impartis. Le taux des surestaries sera de _____ \$CAN par jour, au prorata (*tel que précisé par le soumissionnaire*).

9. Prévention de la pollution des eaux arctiques

1. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les bateaux utilisés pour l'exécution du présent contrat sont conformes à l'ensemble des lois du Canada et des conventions internationales applicables. Il doit aussi s'assurer que tous les bateaux-citernes et les équipages qui naviguent dans les eaux arctiques, où aucune forme de déversement n'est autorisée, observent les exigences de la loi, du règlement, des normes et des lignes directrices applicables en matière de prévention de la pollution des eaux arctiques, y compris les lignes directrices sur le transbordement du pétrole dans les eaux arctiques (TP10783) et les lignes directrices sur l'utilisation des bateaux et des chalands citernes (TP11663). Comme garantie supplémentaire, l'entrepreneur doit confirmer avoir lu les lignes directrices TP10783 et TP11663 et reconnaître que lesdites lignes directrices font partie du présent contrat.
2. Outre l'assurance qu'il respectera les obligations et les exigences énoncées dans la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques* et le règlement en découlant ainsi que dans les normes et lignes directrices applicables en la matière, l'entrepreneur doit fournir, longtemps à l'avance, un avis écrit contenant des renseignements détaillés sur les voyages prévus dans les eaux arctiques. Cet avis doit être adressé à:

Garde côtière canadienne, Centre des opérations régional
105 Christina Street South
Sarnia (Ontario) Canada
N7T 7V8
Attn: Surintendant, Centre des opérations régional
Télécopieur: (519) 383-1995

3. Si l'entrepreneur omet de se conformer à l'une ou l'autre des exigences ou des obligations énoncées dans le présent article, cela sera considéré comme un manquement de la part de l'entrepreneur à remplir ses obligations en vertu du présent article. Tout retard de la part de l'entrepreneur dans l'exécution du présent contrat résultant directement et indirectement de l'obligation de respecter les exigences énoncées dans le présent article ou dans la loi, le règlement, les normes ou les lignes directrices qui y sont mentionnés ne pourra être interprété comme constituant un événement de force majeure ou comme une circonstance justifiant le retard.

10. Paiement

10.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme, tel que précisé aux détails de l'article et assujéti à un rajustement tel que mentionné ci-dessous.

- a) Mazout marine (Article 2)
L'entrepreneur sera payé sur une base de prix unitaire ferme \pm un ajustement selon les fluctuations du prix de référence "Oil Buyer's Guide (OBG)" pour «ULS Diesel» (Montréal, prix moyen à la rampe de chargement du pétrole canadien sans marque), détaillé ci-après.
- b) Mazout marine (Articles 1 et 3)
L'entrepreneur sera payé sur une base de prix unitaire ferme \pm un ajustement selon les fluctuations du prix de référence "Oil Buyer's Guide (OBG)" pour «ULS Diesel» (Edmonton, prix moyen à la rampe de chargement du pétrole canadien sans marque), détaillé ci-après.
- c) Mazout marine (Article 4)
L'entrepreneur sera payé sur une base de prix unitaire ferme \pm un ajustement selon les fluctuations du prix de référence "Oil Buyer's Guide (OBG)" pour «ULS Diesel» (Vancouver, prix moyen à la rampe de chargement du pétrole canadien sans marque), détaillé ci-après.

La taxe sur les produits et services (ou la taxe de vente harmonisée), la taxe d'accise fédérale et la taxe territoriale sur les carburants en sus des prix unitaires, selon le cas. Les droits de douane doivent être inclus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

10.1.1 Prix unitaires /Taxes

Les prix unitaires figurant aux pages 3 et 4 - détails de l'article *excluent* toutes les taxes et tous les prélèvements qui s'appliquent ou pourraient s'appliquer à la vente des produits pétroliers en vertu de toute loi ou de tout règlement fédéral ou provincial ou ordonnance territoriale. Toutefois, lorsque l'offrant doit percevoir en vertu d'une loi ou d'un règlement fédéral ou provincial ou d'une ordonnance territoriale auprès du Canada, au moment de la vente des produits à cette dernière, à moins de dispositions contraires dans le contrat, le Canada remboursera à l'entrepreneur un montant équivalent à toute taxe ou prélèvement, si applicable et justifié par une facture.

Révision du prix de référence

Dans l'éventualité où:

A) le prix de référence applicable est abandonné, ou
 B) que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada constate que le prix de référence accuse un écart par rapport à la conjoncture du marché, les parties s'entendront sur un nouveau prix de référence pertinent et comparable; on modifiera alors l'offre à commandes de façon à correspondre au nouveau prix de référence à une date convenue par les deux parties

10.1.2 Méthodologie d'ajustement - OBG

Formule et calcul pour déterminer l'ajustement des prix unitaires fermes

Le montant servant à effectuer l'ajustement des prix unitaires est égal à la différence entre le prix de référence, publié dans le volume "OBG" en vigueur le **vendredi précédent le chargement du navire à l'origine** et le prix de référence en vigueur à la date "A" du **11 mai 2012**. Si aucun volume OBG n'est publié à une certaine date indiquée, le volume publié immédiatement avant les dates indiquées s'appliquera.

L'entrepreneur doit fournir une copie du manifeste du navire, ou tout autre document acceptable à TPSGC, comme preuve de la date du chargement de navire.

10.2 Paiement des factures par carte de crédit

La carte de crédit _____ est acceptée.

OU

Les cartes de crédit _____ et _____ sont acceptées.

10.3 Paiement des factures par virement bancaire

Le soumissionnaire demande que le paiement des factures par la Garde côtière canadienne soit complété par virement bancaire.

10.4 Clauses du guide des CUA

LES MODALITÉS SUIVANTES SONT INCORPORÉES AUX PRÉSENTES

Référence de CUA	Titre	Date
H1001C	Paielements multiples	2008-05-12

10.5 Paiement anticipé

Le paiement peut être effectué avant la date d'échéance si sur sa facture l'entrepreneur offre un escompte pour paiement anticipé et que cet escompte compense au moins les frais engagés par le gouvernement pour payer la facture plus tôt.

11. Instructions relatives à la facturation

Factures et renseignements connexes

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

De plus, toutes les factures doivent comprendre les renseignements suivants:

-
- a) numéro de série du contrat;
 - b) nom du chargé de projet;
 - c) point de livraison (incluant les numéros d'édifices selon le cas);
 - d) identification du produit, quantité et le prix par litre;
 - e) taxes et/ou prélèvements, selon le cas, et inscrits séparément. Si le fournisseur inclut une taxe et/ou un prélèvement dans le prix unitaire, le montant par litre de chaque taxe ou prélèvement doit être indiqué séparément sur la facture;
 - f) l'adresse où le paiement doit être remis;
 - g) Nom du navire et numéro de commande d'achat/numéro de la demande, s'il y a lieu.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit:

a) L'original et un (1) exemplaire de chaque facture doivent être fournis au responsable des commandes et envoyés à l'adresse de facturation.

b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé «Responsables» du contrat.

Les factures seront accompagnées de l'original et d'une (1) copie du bordereau de livraison signé par le destinataire. C'est la responsabilité de l'entrepreneur d'assurer que les renseignements sur les bons de livraison sont lisibles.

Si l'information mentionnée au-dessus est incomplète, la facture ne sera pas payée jusqu'à ce que l'entrepreneur fournisse tous les détails requis.

12. Assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

13. Attestations

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

14. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

15. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010A (2012-03-02), biens (complexité moyenne);
- c) Pages 3 et 4 - détails de l'article, Besoin;
- d) la soumission de l'entrepreneur en date du _____.

16. Instructions d'expédition - livraison à destination

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60HL-120015/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hl601

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E60HL-120015

hl601E60HL-120015

a) Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés: rendu droits acquittés (DDP) selon les Incoterms 2000.

Le point de transfert doit être la rampe du navire de la GCC, où des échantillons peuvent être prélevés.

b) Point de livraison(Article 2 seulement)

Le point de livraison pour l'article 2 est: _____.

(Autorité contractante à insérer à l'attribution du contrat).

ANNEXE A

CARACTÉRISTIQUES ENVIRONNEMENTALES

Dans le cadre de l'engagement pris par le gouvernement fédéral vis-à-vis de l'approvisionnement écologique, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) encourage le secteur privé à élaborer et à mettre en oeuvre des initiatives écologiques en matière de fourniture de carburants.

Comme première étape, avant l'inclusion de critères environnementaux dans les demandes de l'avenir, les soumissionnaires doivent fournir l'information et/ou les documents justificatifs concernant leurs initiatives environnementales énoncées, ainsi que les détails relatifs à l'impact environnemental des produits proposés en matière de gestion globale de l'environnement, par exemple :

- a. Fournir les détails relatifs à vos politiques et pratiques se rapportant aux processus écologiques de transport et d'entreposage de carburant.
- b. Fournir les détails relatifs à vos politiques et pratiques se rapportant aux processus de fabrication écologiques.
- c. Fournir des détails sur vos politiques, vos pratiques et vos plans d'urgence relatifs aux déversements d'hydrocarbures et à la pollution.
- d. Fournir les détails relatifs à un arrangement conclu avec une organisation d'intervention d'urgence certifiée.
- e. Fournir les détails relatifs à vos politiques et pratiques se rapportant aux stratégies de réutilisation des déchets. (p. ex., fûts)
- f. Fournir les détails relatifs à vos politiques et pratiques se rapportant au recyclage.

Si votre entreprise a une politique environnementale, vous devez fournir une copie de celle-ci, en utilisant du papier à en-tête de votre entreprise, ou indiquer l'adresse du site Web de votre entreprise où se trouvent ces renseignements. Vous devez fournir de la documentation portant sur les principes environnementaux dont il est question dans votre politique, à l'appui de votre politique environnementale, ainsi que des détails sur la politique environnementale et ses répercussions, compte tenu de la gestion globale de l'environnement.